



Revue de presse



Mardi 05 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

APN: séance plénière mardi consacrée au vote du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mardi, une séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a indiqué lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Véhicules : la SAA et Opel Algérie signent un accord de partenariat

La Société algérienne des assurances (SAA) et la marque automobile "Opel Algérie" ont signé, lundi à Alger, un accord de partenariat visant à assurer des prestations modernes et à simplifier les démarches administratives au profit des clients.

Cet accord a été cosigné par le Président directeur général (PDG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia et le Président directeur général (PDG) la marque "Opel" en Algérie, Nassim Benguergoura.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Financement des projets agricoles: le ministère de l'Agriculture signe une convention-cadre avec l'ABEF

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a signé, lundi à Adrar, une convention-cadre avec l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), visant à généraliser le financement des investissements agricoles.



APN : séance plénière mardi consacrée au vote du PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mardi, une séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a indiqué lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.



Le citoyen, priorité absolue

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé hier à un vaste mouvement dans le corps des chefs de daïra dans les wilayas. Ce mouvement, qui a touché 201 chefs de daïra mutés et la promotion de 56 cadres, s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'application des 54 engagements du programme présidentiel pour l'édification de l'Algérie nouvelle et dont la majeure partie prise devant le peuple algérien ont été honorés durant les quatre années du mandat présidentiel.



Economie émergente : Confirmer le statut de l'Algérie

La priorité du Gouvernement est d'impulser une dynamique économique, confirmer le statut d'économie émergente de l'Algérie sur la scène internationale et enfin le redéploiement continental, pour approfondir l'effort national de diversification et de justice sociale, en premier lieu, et le volet diplomatie économique, en second lieu.



APN: Le PLF 2024 voté aujourd'hui

L'Assemblée populaire nationale (APN) tient, aujourd'hui mardi, une séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a indiqué lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement. «L'APN reprendra, mardi à 09h00, ses travaux en séance plénière qui sera consacrée au vote du PLF 2024", précise le communiqué.



Un effort financier colossal

Le projet de loi de finances 2024 confirme encore une fois le caractère social de l'Etat algérien, fidèle à l'un des principes fondateurs de la Déclaration du 1er Novembre 1954. Mais à bien réfléchir, l'Etat peut-il soutenir un effort financier colossal, avec des dépenses affectées au chapitre du social probablement les plus élevées des pays à revenus équivalents ? Si l'Etat, en tant que régulateur, a pour responsabilité d'assurer la sécurité alimentaire du pays, c'est manifestement l'huile de coude qui manque le plus pour que nous puissions arriver un jour à manger ce que nous produisons de nos propres mains.



APN : Plénière mardi pour voter le PLF 2024

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra demain mardi, une séance plénière consacrée au vote du projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024, a indiqué ce lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.



Financement des déficits publics : Le fonds de régulation à la rescousse

Charriant des dépenses en très forte hausse, destinées notamment à la couverture des programmes d'investissement publics et l'action sociale de l'Etat, le projet de loi de finances pour 2024 (PLF 2024) induit des niveaux de déficits publics élevés dont le financement devra être assuré essentiellement par le recours au fonds de régulation des recettes (FRR) ainsi qu'au marché des valeurs du trésor.



SAA-Opel Algérie : Signature d'un accord de partenariat

La Société algérienne des assurances (SAA) et la marque automobile « Opel Algérie » ont signé, lundi à Alger, un accord de partenariat visant à assurer des prestations modernes et à simplifier les démarches administratives au profit des clients.

Cet accord a été cosigné par le Président directeur général (PDG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia et le Président directeur général (PDG) la marque « Opel » en Algérie, Nassim Benguergoura. La SAA proposera en vertu de cet accord ses services d'assurance directement au niveau de tous les showroom de la marque Opel en Algérie, tout en bénéficiant de remises sur la valeur des contrats.



Conseil du renouveau économique algérien : Financement de cinq projets innovants

Cinq (5) projets innovants ont été sélectionnés pour bénéficier d'un accompagnement de structuration et de financement porté par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) en collaboration avec l'association Djazpora, a indiqué lundi l'organisation patronale dans un communiqué.

Les 14 lauréats, qui bénéficieront d'un soutien financier de 8.000 euros chacun, ont été sélectionnés parmi plus de 150 projets portés par les étudiants issus des 114 universités du pays réceptionnés et étudiés.



المسافرون والطلبة والمرضى وأصحاب المهام للخارج.. وزير المالية:

هؤلاء فقط المعنيون بشراء "الدوفيز" من مكاتب الصرف

كشف وزير المالية عزيز فايد أن المواطنين المباح لهم اقتناء العملة الصعبة من مكاتب الصرف المزمع الترخيص لنشاطها في الجزائر قريبا، وفقا لما أقره القانون النقدي والمصرفي الجديد، هم المسافرين إلى الخارج وفق ما تتيحه منحة السفر، وكذا المسافرين المسددين لتكاليف الدراسة والتربصات أي الطلبة والأساتذة، والمسددين لتكاليف المهام المهنية خارج التراب الوطني، والمرضى والمعنيين بالرعاية الطبيّة.



جلسة علنية الثلاثاء للتصويت على مشروع قانون المالية 2024

يعقد المجلس الشعبي الوطني، الثلاثاء، جلسة علنية للتصويت على مشروع قانون المالية لسنة 2024، حسبما أفاد به الاثنين بيان للمجلس.



جديد إستيراد المركبات أقل من 5 سنوات

تضمن مقترح نواب المجلس الشعبي الوطني الترخيص لمتعاملي نقل الأشخاص، بإستيراد حافلات يقل عمرها عن 5 سنوات.

وحسب جريدة المساء اليومية تبنت اللجنة المالية والميزانية بالبرلمان، في تقريرها التكميلي لمشروع قانون المالية 2024، مقترح النواب للترخيص لمتعاملي نقل الأشخاص، بإستيراد حافلات يقل عمرها عن 5 سنوات. وذلك في انتظار التصويت على القانون في جلسة عامة يوم غد الثلاثاء.



جلسة علنية للتصويت على مشروع قانون المالية 2024 غدا

يعقد المجلس الشعبي الوطني غدا الثلاثاء. جلسة علنية للتصويت على مشروع قانون المالية لسنة 2024.

ALORS QU'UN COULOIR VERT EST PRÉVU POUR LES GRANDS PROJETS AGRICOLES AU SUD

Le financement de l'agriculture élargi à toutes les banques

● La part actuelle des wilayas du Sud dans la valeur de la production agricole atteint les 26% (sur un montant global de 4550 milliards de dinars), selon le premier responsable du secteur ● Ces régions alimentent par ailleurs les besoins nationaux en céréales à hauteur de 11%, contre 26,4% pour les fruits et légumes, 32% pour la pomme de terre et enfin plus de 98% pour les dattes.

Une rencontre, la première du genre, a réuni, hier à Adrar, des représentants du gouvernement (quatre ministres), des walis du Sud, des parlementaires, des banquiers et des industriels sur l'agriculture saharienne. C'est le premier rendez-vous dédié à l'un des dossiers les plus importants du secteur, auquel a assisté le ministre nouvellement installé, Youcef Cherfa, qui a annoncé à l'occasion l'ouverture d'un couloir vert pour faciliter l'accès au foncier, le raccordement à l'énergie électrique et les procédures liées au forage des puits.

Un cadre réglementaire est en phase de préparation à cet effet. Des mesures destinées aux grands investissements structurants dans le Sud, tels que précisé dans le discours du ministre. Une autre nouveauté est également prévue. Le financement de l'agriculture ne sera plus du ressort de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) uniquement. Il sera désormais élargi à l'ensemble des acteurs de la scène bancaire. Et ce, à la faveur de la convention conclue hier en marge de la rencontre entre le ministère de l'Agriculture et l'Association des banques et établissements financiers (ABEF). Il s'agit également d'accompagner les agriculteurs via des bureaux d'études agréés. A travers de tels dispositifs, le gouvernement aspire à faciliter la conduite des projets agricoles dans le Sud pour réaliser les résultats escomptés, à savoir développer les filières stratégiques (lait, huile, sucre, aliments de bétail...) et réduire la dépendance vis-à-vis des importations, à travers notamment la mise en place de pôles



Le gouvernement aspire à faciliter la conduite des projets agricoles dans le Sud pour réaliser les résultats escomptés

intégrés spécialisés dans le Sud, qui représente, à titre indicatif, 7% de la surface agricole utile (SAU) globale. Leur part actuelle dans la valeur de la production agricole atteint les 26% (sur un montant global de 4550 milliards de dinars), selon le premier responsable du secteur. Ces wilayas alimentent, par ailleurs, les besoins nationaux en céréales à hauteur de 11%, contre 26,4% pour les fruits et légumes, 32% pour la pomme de terre et enfin plus de 98% pour les dattes. «Les wilayas du Sud ont joué un grand rôle dans la réussite de la saison agricole 2022-2023 en dépit de la sécheresse. Cependant, on est loin d'atteindre les objectifs tracés», a souligné le ministre, mettant en exergue la nécessité de lever les entraves. D'où l'organisation de cette rencontre, qui a été l'occasion aux participants de faire le point sur l'investissement agricole dans le

Sud, mais également de souligner les potentialités que recèlent ces régions pour ce qui est des filières stratégiques essentiellement. L'objectif de cette rencontre étant également d'évaluer les dispositifs d'accompagnement mis en place depuis la création de l'Office de développement des cultures industrielles en terres sahariennes (ODAS), et de mettre en valeur les opportunités d'investissement existantes dans les wilayas concernées par le programme. Organisée sous le thème : «L'agriculture dans le Sud, un atout majeur pour la sécurité alimentaire», la rencontre tend globalement à mettre en valeur les capacités des régions du Sud dans le cadre de la promotion de «la nouvelle stratégie», mise en œuvre depuis quatre ans et portant sur l'investissement agricole structurant, dont les objectifs sont le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction

de la facture des importations. L'occasion a été pour les participants d'aborder les entraves rencontrées sur le terrain par les investisseurs et de débattre autour des solutions à adopter pour accélérer la cadence des projets. Il s'agit essentiellement d'arrêter un plan de travail pour renforcer la coordination intersectorielle en vue d'insuffler un nouvel élan et une nouvelle dynamique à l'investissement agricole, sachant que les blocages sont globalement d'ordre administratif et se posent au niveau local. Ce qui explique le recours au couloir vert. Pour rappel, depuis sa création en 2020, l'ODAS a attribué plus de 282 000 ha de terres agricoles destinées à la production stratégique, à sa tête les céréales, à travers les wilayas du Sud. Un autre portefeuille foncier est en phase de lancement, selon le ministre Youcef Cherfa.

Samira Imadalou

MOYENS DE PAIEMENT

Les porteurs de cartes privilégient «le cash»

Les transactions par carte ont enregistré une progression de 22,23% en 2022, selon la Banque d'Algérie, qui considère que cela traduit les «importants efforts fournis par les adhérents au système monétique interbancaire (banques et Algérie Poste) dans le sens du développement des transactions par carte en particulier et des paiements électroniques en général». La valeur des différents moyens de paiement télécompensés a évolué de 12,16% par rapport à celle enregistrée l'année précédente, notamment pour les chèques, les virements et les prélèvements, avec respectivement des taux d'accroissement de 12,90, 10,25 et 10,22%. «En 2022, note le rapport de la BA, les retraits fiduciaires sur les DAB/GAB ont représenté 86,66% du volume global des transactions monétiques interbancaires et 94,45% du total de leur valeur, ce qui reflète la nette tendance des porteurs de cartes à privilégier l'utilisation du cash sur les paiements par cartes.» Elle en veut pour preuve «les faibles taux d'utilisation» des cartes en interbancaire pour les paiements sur TPE (auprès des commerçants accepteurs) et ceux sur internet (auprès des web-marchands). Par contre, fera-t-elle remarquer, les retraits sur DAB/GAB

ainsi que les paiements par cartes ont connu, en volume et en valeur, de très fortes augmentations. Explication : la tendance de la clientèle des banques et d'Algérie Poste à privilégier l'utilisation de la carte bancaire sur tout autre moyen de paiement. Ainsi, selon la BA, les retraits sur DAB/GAB sont passés de 21,503 millions d'opérations pour 413,558 milliards de dinars en 2021, à 25,281 millions d'opérations pour 414,472 milliards de dinars en 2022, soit des taux d'accroissement de 17,57% en volume et 0,22% en valeur. Quant aux paiements par carte opérés en 2022, a-t-elle constaté, les banques et Algérie Poste ont enregistré 3,879 millions de transactions pour 24,232 milliards de dinars, contre 2,355 millions de transactions pour 14,122 milliards de dinars en 2021, soit des taux d'augmentation de 64,77% en volume et 71,59% en valeur.

Par ailleurs, les statistiques du GIE Monétique au 29 décembre 2022, selon la même source, indiquent que sur un total de 13 585 773 cartes bancaires en circulation, les banques ont émis 3 461 317 cartes CIB (soit un taux de 25,48%) et Algérie Poste 10 124 456 cartes (soit un taux de 74,52%). Le total des cartes mises en circula-

tion par les banques et Algérie Poste à fin 2022 a enregistré un taux d'accroissement de 17,02%. Le parc monétique, qui compte 3640 DAB/GAB et 46 263 TPE, est mis à la disposition des porteurs de cartes et des commerçants accepteurs, soit une moyenne de 3732 cartes émises par DAB/GAB et 294 cartes émises par TPE. Selon les auteurs de ce rapport, cela «reste insignifiant en termes de points d'acceptation».

S'agissant des web-marchands, ils sont au nombre de 291 homologués, contre 153 à fin 2021, soit une augmentation de 90,20%. «Cet accroissement, quoiqu'important, reste loin des objectifs tracés par les pouvoirs publics à travers la promulgation de la loi sur le commerce électronique en mai 2018», a-t-on considéré. Enfin, les paiements par mobile, autorisés par la Banque d'Algérie en intra-bancaire, ont enregistré, «durant les seuls mois de novembre et décembre 2022, une très importante volumétrie de 4,185 millions de transactions pour une valeur globale de 2,954 milliards de dinars». Ce qui laisse dire à la BA que cela constitue un début «encourageant» pour le développement des paiements électroniques en Algérie.

Ali Benyahia

CLASSEMENT

Rapport 2023 du FMI

L'Algérie, 4^{ème} puissance économique africain

L'Algérie est à la quatrième place des dix puissances économiques africaines, selon un dernier rapport publié, hier, par le Fonds monétaire international (FMI) sur son site numérique. Avec un PIB (Produit intérieur brut), l'Algérie a selon le rapport du FMI, un PIB équivalent à 224,11 milliards de dollars, un indicateur économique qui représente la production de richesse du pays durant l'année 2023, entre autres la valeur ajoutée, la consommation des ménages, l'investissement des entreprises, l'exportation et droits et taxes sur l'importation et les dépenses publiques. Se positionnant derrière l'Égypte, qui arrive en tête des économies africaines en 2023 avec un PIB estimé, selon le FMI, à 398,4 milliards de dollars, le Nigeria, deuxième place avec 390 milliards de dollars et l'Afrique du Sud avec un PIB équivalent à 380,91 complétant le top 3, l'Algérie n'est pas loin de se positionner parmi le top 3 compte-tenu de son grand potentiel économique très prometteur pour les années à venir. Quant à la quatrième place et selon le même rapport, c'est l'Éthiopie avec un PIB de 155,8 milliards, c'est ce qui ressort du rapport du Fonds monétaire international, le FMI. Selon cette institution financière internatio-

nale, les deux pays, l'Algérie et l'Éthiopie, garderont leurs quatrième et cinquième places pour l'année 2024. Une prévision du FMI. Cette institution monétaire internationale suppose, également, que les mêmes pays, l'Égypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud vont occuper le podium en 2024, mais dans un ordre différent, toujours selon les pronostics du FMI. C'est l'Afrique du Sud qui prendra la première place en enregistrant un PIB de 401,47 milliards de dollars. Le Nigeria conservera sa deuxième position, avec un PIB de 394,94 milliards de dollars. Le leader de cette année, l'Égypte, se retrouvera en troisième place : son PIB devrait baisser pour atteindre autour des 357,83 milliards de dollars, selon les estimations du FMI. Quant à la huitième, neuvième et dixième place des tops dix puissances économiques africaines en 2023, le Fonds monétaire international indique les noms des pays de l'Angola, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire avec respectivement avec 98,3, 84,3 et 79,43 milliards de dollars. En revanche, et selon les pronostics du FMI, la Tanzanie devait perdre sa neuvième place en 2024 au profit de la Côte d'Ivoire puisque le PIB du pays des éléphants va augmenter pour l'année prochaine pour atteindre les 86,9 milliards de dollars, a estimé hier le FMI dans son dernier rapport de 2023.

par **J. Abi**

Les impayés bancaires en hausse continue

La BDL détient 364,29 milliards DA de créances non-performantes

Pour la Cour des comptes, le recouvrement des créances «n'est pas bien organisé, ni suffisamment intégré au système d'information de la banque», ce qui affecte la rentabilité de l'établissement bancaire et d'«où les difficultés de la direction de recouvrement des créances à utiliser les données comptables générées par la base de données aux fins de maximiser le recouvrement».

Dans son rapport annuel 2023, publié samedi dernier, la Cour des comptes a consacré une partie d'analyse au recouvrement des créances non-performantes par la Banque de Développement Local (BDL), dont le volume des impayés de cette catégorie de créances, à fin décembre 2021, s'élevaient à 364,29 milliards de dinars représentant 33,5% de l'encours total brut de la clientèle (volume des crédits qui ne sont pas encore recouverts).

C'est un risque bancaire qu'un crédit ne soit pas remboursé dans le délai fixé par l'établisse-



■ Pour diminuer le risque de crédits, la banque est amenée à constituer annuellement des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ces créances. (Photo : D.R)

ment financier, ce qui est non seulement néfaste au fonctionnement de la banque, mais aussi au financement de l'économie nationale. C'est ce qu'a expliqué la Cour des comptes dans son rapport, estimant que la BDL ne recouvre qu'une infime partie des créances non performantes d'où l'incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Le rapport a noté une «hausse continue de la proportion des impayés dans l'encours total brut des crédits à la clientèle tout au long de la période 2019 à 2021», expliquée par «une augmentation des créances non performantes». «Les dispositifs aidés et aux entreprises privés affichent des taux élevés d'impayés, respectivement de 70,88% et 18,87% des encours correspondants, à fin 2021», relève le même document, précisant que «de façon plus géné-

rale, en vertu des règles prudentielles, les créances compromises (classées en C3) du secteur privé dont le recouvrement est considéré comme compromis et qui constituent des contentieux complexes préjudiciables à la banque, représentent un peu plus de 30% de l'ensemble des engagements sur ce secteur».

Cette situation affecte la rentabilité de la banque, mais aussi sa contribution au financement de l'économie nationale. Le faible recouvrement des créances non performantes durant cette période est «favorisée par les déficiences liées aux conditions de fonctionnement des services de recouvrement dont les tâches et les responsabilités ne sont pas suffisamment définies et formalisées à la lumière de la nouvelle organisation mise en place, au cours de la période 2016-2020, et des changements qui sont inter-

venus par la suite dans l'administration interne», explique le rapport de la Cour des comptes. «De surcroît, le volet recouvrement des créances n'est pas bien organisé, ni suffisamment intégré au système d'information de la banque, d'où les difficultés de la direction de recouvrement des créances à utiliser les données comptables générées par la base de données aux fins de maximiser le recouvrement», a-t-il ajouté, considérant que les mesures prises par la banque d'Algérie, à la suite de la pandémie de la Covid-19, et d'autres conditions conjoncturels favorables..., mais «seraient insuffisantes pour parer aux faiblesses structurelles internes qui risquent d'être amplifiées du fait de l'aggravation des créances classées nécessitant un approvisionnement significatif».

Pour diminuer le risque de crédits, la banque est amenée, explique le rapport, «à constituer annuellement des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ces créances. Celles-ci ont atteint 113 Mds de DA à fin décembre 2021 (contre 88 Mds de DA à fin 2019), soit une hausse de 24,4 %». Quant aux créances non-performantes ou classées sont «couvertes par des provisions à hauteurs de 31 %», précise la Cour des comptes dans son rapport, affirmant que «le recouvrement de créances impayées nécessite la mise en place d'une organisation et des mécanismes de fonctionnement adaptés, de procédures et de méthodes rigoureuses d'analyse, de suivi et d'enregistrement comptables».

La Cour des comptes a mis en avant l'importance de maîtriser les systèmes d'information.

Samira Takharboucht

برنامج إعادة تأهيل الفنادق العمومية

تقرير مجلس المحاسبة يكشف المستور

• تجاوزات كبيرة في التكلفة التقديرية لبرنامج إعادة التأهيل والعصرنة

كشف تقرير مجلس المحاسبة للعام 2023 أن برنامج إعادة تأهيل وعصرنة الهياكل التابعة لإحفظة مجمع فنادق، سياحة وحمائم معدنية، لم يتمكن من تحقيق الأهداف المسطرة له، التي تخص ترقية الهياكل الفندقية والسياحية للمجمع تماشياً مع المعايير الدولية من أجل التطوير من نشاطها ومردوديتها.

مساهمات الدولة سنة 2012، لم يتمكن برنامج إعادة تأهيل وعصرنة الهياكل التابعة لإحفظة المجمع من تحقيق الأهداف المسطرة له. وتبين من التقييم الذي قام به المجلس، أن ضعف المراسم التقنية والاقتصادية لهذا البرنامج، ثم إعداده في ظروف استعجالية ومن دون الرجوع إلى مكاتب الدراسات المتخصصة. كما أن نمط تمويله لم يكن متلائماً، إضافة إلى غياب الحوكمة والإشراف اللائق للبرنامج وعدم النجاعة التي تميزت بها إجراءات الرقابة الداخلية، وبصفة خاصة تلك المطبقة على صفقات الفروع، هي كلها عوامل معرّقة لتنفيذ البرنامج. وأضاف التقرير أن إنجاز عمليات العصرنة وإعادة التأهيل في الفروع محل الرقابة تميزت بغياب مخطط الطلاق المشاريع الذي يسمح بالحفاظ على الحد الأدنى لنشاط الوحدات الفندقية. إ.ش

ومعاصرة الهياكل السياحية التابعة للمجمع العمومي "فندق، سياحة وحمائم معدنية"، حيث إنه منذ أكثر من 11 سنة من تاريخ المصادقة عليه من طرف مجلس الرقابي لسنة 2023، مرفق بتوصيات وكذلك ردود المسؤولين والممثلين القانونيين والسلطات الوصية المعنية التي بلغت إليها هذه الأعمال، من بينها برنامج إعادة تأهيل

إيمان. ش

• نشر مجلس المحاسبة تقريره السنوي المتضمن نتائج أعمال الرقابة المنجزة من قبله تحت عنوان برنامج نشاطه



تدهور مؤشرات تسيير المجمع لا يرجع فقط إلى الجائحة "كورونا" .. حجة واهية

● كشف تقرير مجلس المحاسبة الأخير، في شقه المتعلق بالمؤسسات الفندقية، أنه اعتباراً من السنة المالية 2017، وهي السنة التي تم فيها الانطلاق في عصرنة 32 وحدة، 11 وحدة فقط تم استكمالها، أن كل المؤشرات تظهر انخفاضاً من سنة لأخرى، لاسيما النتيجة الصافية المجمعة للمجمع، التي سجلت انخفاضاً معتبراً ابتداءً من 2017، تقاوم مبلغه من سنة لأخرى خاصة سنة 2020 بسبب

جائحة كوفيد-19؛ لتصل إلى ناقص 4.123 بالمائة سنة 2021. كما انخفضت معدلات المردودية الاقتصادية والمردودية المالية للمجمع من 28 بالمائة إلى 6.11 بالمائة على التوالي سنة 2015، وهي معدلات تتطابق مع النشاط السياحي، إلى معدلات سلبية بـ7% و53.45% سنة 2021. هذه النسب تعني أن رقم الأعمال المجمع لا يغطي أعباء الاستغلال المجمع للمجمع، وأن قدرته على التمويل الذاتي أخذت في الانكماش.

ولا يرجع تدهور مؤشرات التسيير المجمع للمجمع إلى جائحة كوفيد-19 بين سنتي 2020 و2021 فقط، ولكنه بدأ قبل ذلك بكثير بسبب غياب التخطيط في إطلاق برنامج إعادة التأهيل والعصرنة، وخاصة ضعف التحكم في تسييره وتنفيذه من قبل المجمع والفروع على حد سواء.

إيمان . ش

إدارة معلومات الطاقة الأمريكية حددتها للفترة من جانفي إلى سبتمبر 2023

الجزائر زودت السوق الأمريكي بأكثر من 21 مليون برميل من المواد البترولية

أفادت إدارة معلومات الطاقة الأمريكية عن مستوى واردات الولايات المتحدة من المواد البترولية الجزائرية، خلال الفترة من جانفي ونهاية سبتمبر 2023، باستفادة السوق الأمريكي بأكثر من 21 مليون برميل، منها نطف خام جزائري ومواد بترولية مشتقة.

وقد كشفت الإحصائيات الصادرة عن إدارة معلومات الطاقة الأمريكية أن الجزائر صدرت للولايات المتحدة 2.824 مليون برميل في أوت 2023، بينما بلغت الإمدادات الجزائرية للسوق الأمريكي في جويلية 3.027 مليون برميل، فيما قدر في شهر جوان بنحو 2.341 مليون برميل، وفي شهر ماي 2023، نحو 2.703 مليون برميل في السياق نفسه، أفادت المعطيات الإحصائية بلوغ الصادرات الجزائرية من المواد البترولية للولايات المتحدة في أفريل 2023، حوالي 2.924 مليون برميل، مقابل 960 ألف برميل في مارس، و1.701 مليون برميل في فيفري، وأخيرا 1.270 مليون برميل في جانفي 2023. وبلغت الصادرات الإجمالية الجزائرية من جانفي إلى جوان 2023، نحو 11.899 مليون برميل، فيما قدرت خلال الشهور التسعة من سنة 2023 (جانفي إلى سبتمبر 2023) حوالي 21.214 مليون برميل، حسب التقديرات الإجمالية للهيئة الأمريكية، مع توقعات بتجاوز الإمدادات خلال السنة الحالية، عتبة 26 مليون برميل.

ووفقا للهيئة الأمريكية، فإن الصادرات الجزائرية من النفط والمواد البترولية، بلغت خلال الأشهر الخمسة من السنة

التي تتطلب معالجة إضافية، باستثناء تلك التي تتطلب مزجها ميكانيكيا فقط، ويتم إنتاج الزيوت غير المكتملة عن طريق التكوير الجزئي للنفط الخام وتشمل النفتا والكيروسين وزيوت الغاز الخفيف وزيوت الغاز الثقيل والمخلفات.

وسجلت إمدادات الجزائر للسوق الأمريكي من هذه المواد ارتفاعا، حيث بلغت خلال الثلاثي الأول من 2023، ما يعادل 1.446 مليون برميل، موزعة على 610 ألف برميل في جانفي، و517 ألف برميل في فيفري، و319 ألف برميل في مارس، وقدر مجموع صادرات الجزائر من المواد البترولية والمشتقات 15.208 مليون برميل، وبلغت أعلى مستوى لها في أفريل 2023 بمقدار 2.579 مليون برميل، بينما قدر في جويلية 2023 بـ 2.462 مليون برميل، مقابل 2.426 مليون برميل في أوت 2023، وبلغ في سبتمبر 2023، حوالي 1.458 مليون برميل.

من جانب آخر، تجاوز حجم الصادرات الجزائرية من المواد الطاقوية إلى السوق الأمريكية برسم عام 2022، وفضا لتقديرات إدارة معلومات الطاقة الأمريكية 21 مليون برميل، مقابل نحو 14 مليون برميل في سنة 2021، محققا بذلك نسبة نمو معتبرة ما بين 2021 و2022.

وتقوم الجزائر بالتصدير باتجاه الولايات المتحدة بصورة منتظمة، لاسيما مواد بترولية ومشتقات نطف، إلا أن سنة 2023 شهدت مستويات أعلى مقارنة بسنوات 2020 و2021 و2022.

واستنادا إلى تقديرات الهيئة الأمريكية، فإن الولايات المتحدة استوردت برسم عام

9.558 مليون برميل، وقدرت خلال الأشهر الأربعة الأولى من السنة بـ 6.855 مليون برميل. أما خلال الثلاثي الأول من سنة 2023، فقد قدرت بنحو 3.931 مليون برميل، مقابل 1.691 مليون برميل في الثلاثي الأول من 2022، مسجلا نسبة نمو بـ 43.01 بالمائة.

وحسب الهيئة الأمريكية دائما، فإن الصادرات الجزائرية قدرت في سنة 2022، بنحو 21.538 مليون برميل، مقابل 14.425 مليون برميل في 2021، ويرتقب أن تبلغ الإمدادات الجزائرية خلال سنة 2023، حدود 26 مليون برميل.

وفي السياق نفسه، كشفت تقديرات الهيئة الأمريكية أن صادرات النفط الخام الجزائرية إلى السوق الأمريكية، قدرت بنحو 5.997 مليون برميل في الفترة من جانفي إلى نهاية سبتمبر 2023، وبلغت في سبتمبر ما مقداره 1.997 مليون برميل، مقابل 398 ألف برميل في أوت، و565 ألف برميل في جويلية، وعن مستوى صادرات نفطية جزائرية للسوق الأمريكي قدرت بنحو 500 ألف برميل من النفط الخام في جوان 2023، مقابل 934 ألف برميل في ماي 2023. كما قامت الجزائر بتصدير ما مقداره 345 ألف برميل من النفط الخام في شهر أفريل، بينما لم تسجل في مارس 2023، صادرات جزائرية من النفط الخام، وبلغت مستويات صادرات الجزائر النفطية نحو 627 ألف برميل في فيفري، و631 ألف برميل في جانفي.

بالمقابل، شكلت مواد نفطية مشتقة ثاني أهم المواد المصدرة، وتمثلت في الزيوت غير المكتملة وهي جميع الزيوت

التي تتطلب معالجة إضافية، باستثناء تلك التي تتطلب مزجها ميكانيكيا فقط، ويتم إنتاج الزيوت غير المكتملة عن طريق التكوير الجزئي للنفط الخام وتشمل النفتا والكيروسين وزيوت الغاز الخفيف وزيوت الغاز الثقيل والمخلفات.

وسجلت إمدادات الجزائر للسوق الأمريكي من هذه المواد ارتفاعا، حيث بلغت خلال الثلاثي الأول من 2023، ما يعادل 1.446 مليون برميل، موزعة على 610 ألف برميل في جانفي، و517 ألف برميل في فيفري، و319 ألف برميل في مارس، وقدر مجموع صادرات الجزائر من المواد البترولية والمشتقات 15.208 مليون برميل، وبلغت أعلى مستوى لها في أفريل 2023 بمقدار 2.579 مليون برميل، بينما قدر في جويلية 2023 بـ 2.462 مليون برميل، مقابل 2.426 مليون برميل في أوت 2023، وبلغ في سبتمبر 2023، حوالي 1.458 مليون برميل.

من جانب آخر، تجاوز حجم الصادرات الجزائرية من المواد الطاقوية إلى السوق الأمريكية برسم عام 2022، وفضا لتقديرات إدارة معلومات الطاقة الأمريكية 21 مليون برميل، مقابل نحو 14 مليون برميل في سنة 2021، محققا بذلك نسبة نمو معتبرة ما بين 2021 و2022.

وتقوم الجزائر بالتصدير باتجاه الولايات المتحدة بصورة منتظمة، لاسيما مواد بترولية ومشتقات نطف، إلا أن سنة 2023 شهدت مستويات أعلى مقارنة بسنوات 2020 و2021 و2022.

واستنادا إلى تقديرات الهيئة الأمريكية، فإن الولايات المتحدة استوردت برسم عام

حفظ صواليبي

تعديل جديد على مشروع قانون المالية 2024 الترخيص باستيراد حافلات المسافرين أقل من 5 أعوام ● رفض اقتراح تمديد العمل بقانون تسوية البنائيات

الإجمالية لسككات عدل وليس بعد دفع 25 بالمائة على الأقل من قيمة السكن ويررت اللجنة رفضها باعتبار أن هذا التدبير الوارد في مشروع قانون المالية جاء لأجل تحفيز المستفيدين من برنامج السكن بصيغة البيع بالإيجار لدفع المبلغ المتبقي بتخفيض نسبه 10٪ وهذا لإعفاء الخزينة الممنوحة من طرف البنوك في إطار تمويل الخزينة العامة والبنوك خلال مدة سدادها.

بالمقابل أوجت تعديلا لضبط كيفية دفع المستفيد المبلغ المتبقي المخفض بنسبة 10٪ من الأقساط الإيجار، وذلك بإضافة العبارة "دفعة واحدة للمفكرة الثانية في هذه المادة، وصيغت المادة بالشكل الآتي: تمنح الدولة تخفيضا بنسبة 10٪ لقائمة المستفيدين من السكن بصيغة الإيجار والذين قاموا بدفع 25٪ من ثمن السكن ويرغبون في تسوية سكاتهم مسبقا عن موعد استحقاقها، وسيتم احتساب هذا التخفيض على أساس باقي الإيجار الذي سيدفعه المستفيد دفعة واحدة، وتحدد كيفية تطبيق هذا التدبير عن طريق قرار وزاري مشترك للوزير المكلف بالسكن

تبنت اللجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، تعديلا على أحكام مشروع قانون المالية 2024 يتيح جمركة حافلات نقل الأشخاص أقل من 5 سنوات، زيادة الإجراء السابق القاضي بجمركة عن السيارات لتفعية أقل من ثلاث سنوات.

ويررت اللجنة في تقريرها التكميلي اعتماد التعديل (المادة 113 مكرر 5) الذي يدر به النائب بعزير عبد التاصر بالحاجة لتجديد حظيرة الحافلات في الجزائر، في الحالة المزوية التي وصلت إليه حظيرة حافلات نقل المسافرين، حيث يقدر معدل عمرها 15 سنة، مما يؤثر سلبا على نوعية الخدمات المقدمة وما نسبته من ثلوث بيئي، وشركت اللجنة للسلطات العمومية، تقدير الموقف بخصوص معايير ومواصفات الحافلات المتاح استيرادها عبر إحالة تطبيقها على التنظيم، وقبلت اللجنة أيضا مقترحات تعديل أخرى من 36 مقترح تعديل مروا من فورال مكتب المجلس، فأدرجت تعديلا على المادة 42 من مشروع القانون بإعادة صياغة الفقرة الثانية من الفقرة الثالثة في المادة الفرعية 358

والوزير المكلف بالمالية.

لا تمديد لقانون تسوية البنائيات

ورفضت اللجنة، بالمقابل، تمديد العمل بالأجراء الذي يتيح تسوية وضعية البنائيات غير المكتملة إلى تاريزغ 31 ديسمبر 2024. ويررت رفضها لأن مجاله ليس قانون المالية طبقا لأحكام المادة 9 من القانون العضوي رقم 15-18 المؤرخ في 22 ذي الحجة عام 1439 الموافق لـ 2 سبتمبر 2018، يتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم التي نصها الآتي: "لا يمكن إدراج أي حكم ضمن قوانين المالية ما لم يتعلق الأمر بموضوع هذه القوانين".

توصيات

وجدت اللجنة المالية بالمجلس في تقريرها، الدعوة لرفع قيمة المبالغ المالية بالعملة الوطنية عند دخول أو خروج المسفرين من التراب الوطني، رغم رفضها قبول تعديل يتيح إخراج مبلغ يصل لـ 5 ملايين سنتيم و2000 أورو، وأكدت أيضا على الحاجة لتوجيه نتائج الرسم السنوي على السكن لصالح صيانة وتهيئة العمارات القديمة والوجهات المطلة على الشوارع الأساسية في الولاية، إقرارا لمبدأ العام أن لكل رسم غاية وهدف، والإسراع في إعداد مشروع قانون الجبائية المحلية بما يمكن من إرساء الإصلاحات اللازمة في المجال، بهدف دعم الموارد المالية للجماعات الإقليمية، جمال. ف

من قانون الضرائب غير المباشرة، وتبنت مقترح المادة 16 مكرر جديدة للنائب أحمد ربحي تضمن إدراج الشركات المدنية المهنية ضمن مجال تطبيق نظام الضريبة الجزائية، وتكملت اللجنة بإعادة صياغة المادة 116 بحذف البند الثالث منها الخاص بمساهمة المؤمن لهم المحددة بنسبة 1٪ من مبلغ العلاوات الصافية بعنوان جميع عمليات التأمين، باستثناء تلك المتعلقة بالسيارات والمخاطر الزراعية وأخطار الأشخاص والقرض "وحذف البند الرابع مساهمة من هيئات التأمين وإعادة التأمين التي تمارس العمليات المشار إليها لعلاء والمحددة بنسبة 10٪ من الأرباح" في باب الإيرادات، حفاظا على نشاط شركات التأمين وإعادة التأمين وعدم إضافة تسديد أعباء أخرى، واعتمدت اللجنة مادة جديدة (118) للقائب سالمى لخضر تنص على أنه تتم الرقابة على ميزانية البرلمان بغرفتيه وفقا للقواعد المنصوص عليها في أحكام القانون العضوي الذي يحدد تنظيم المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة وعملهما وكذا العلاقات الوظيفية بينهما وبين الحكومة وفي أحكام النظام الداخلي للمجلسين وعند الاقتضاء، وفقا للقواعد المنصوص عليها بأحكام القانون المتعلق بقواعد المحاسبة والتسيير المالي. ورفضت اللجنة بالمقابل، مقترحين لتعديل أحكام المادة 100 من المشروع يقضي باحتساب نسبة الخفض المقترحة من قبل الحكومة والمقترحة بـ 10 بالمائة من القيمة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger